

L'inclusion, de l'école à l'emploi

Jeudi 11 décembre 2025, Parlement de Namur



Introduction d'Anne-Laure Macq (RTBF, CAP 48), modératrice de l'évènement

Cette journée est consacrée au thème « L'inclusion, de l'école à l'emploi ». Elle est organisée par les conseils consultatifs des personnes en situation de handicap wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à l'occasion de la journée internationale des droits des personnes handicapées qui a été célébrée le 3 décembre dernier.

Elle poursuit plusieurs objectifs :

- Souligner les difficultés qui subsistent dans notre société
- Rendre compte des réalités de terrain aux décideurs et décideuses politiques, au sein du Parlement de Namur

- S'intéresser en particulier à la question de l'inclusion dans l'enseignement, puis dans l'emploi, dans un contexte où la Belgique fait plutôt figure de mauvais élève : 35% des personnes en situation de handicap occupent un emploi dans le pays, contre une moyenne européenne de 50%

9h30-12h : Témoignages

Présentation de Caroline Fafchamps

Caroline Fafchamps est enseignante dans l'enseignement spécialisé. Elle témoigne aujourd'hui en tant que mère de Pablo, un enfant qui a un handicap moteur sévère et n'a pas de langage oral. Elle souhaite faire part de la difficulté d'apprendre dans une école qui se dit inclusive, mais qui ne l'est en réalité pas encore.

Pablo a éprouvé beaucoup de frustration, causée par une sous-stimulation de ses capacités. Caroline Fafchamps explique que les gestes des enfants comme Pablo peuvent être mal compris. En réponse à cette incompréhension, ils et elles peuvent également apporter de fausses réponses aux questions qui leur sont posées, par contrariété, et développer des troubles du comportement.

Ainsi, l'école n'est pas propice à ce que les enfants en situation de handicap puissent montrer leurs capacités. Celles-ci ne sont finalement pas perçues. Caroline Fafchamps précise à cette occasion qu'adapter ne signifie pas simplifier. Pour autant, un certain nombre d'évaluations n'évaluent pas le niveau d'apprentissage, mais la motricité ou encore l'endurance. Nous sommes alors face à du validisme ou à du capacitisme scolaire. Il s'agit d'une croyance selon laquelle ce que le corps ne fait pas, l'esprit ne comprend pas.

C'est dans ce contexte que Caroline Fafchamps introduit la notion de « bienveillance maltraitante » : en pensant être bientraitant, l'on prive en réalité un enfant ou un adolescent du savoir. C'est ce qui arrive lorsque l'on propose une « vie protégée » à un enfant qui souhaite juste apprendre. Ces actes exercent une influence négative sur son futur, notamment professionnel. Ainsi, priver d'une scolarité, c'est priver d'un avenir.

Or, mettre en place une « communication alternative » est possible. Celle-ci est à la base de l'asbl que Caroline Fafchamps a créée. Grâce à des adaptations, son fils Pablo a réussi son CEB. Puis, le manque de suivi et d'adaptations en secondaire ont donné lieu à des résultats scolaires catastrophiques. Son recours interne a été refusé. Faire un recours externe a été extrêmement compliqué : pas de démarche en ligne possible, obligation d'envoyer un courrier recommandé par la poste, etc. Finalement, son CE1D a fini par être validé. De ce fait, les parents de ces enfants, ou « parents aidants », doivent souvent

pallier l'absence de garderie, souffrent d'un manque de communication et font face à de la violence institutionnelle.

Certains et certaines professeures peuvent être motivés, mais démunis. Sans formation, la bienveillance ne suffit pas. Il n'existe pas de cadre clair pour la forme 4. Pablo s'est vu proposer une orientation en forme 1, ce qui ne correspondait pas à son projet de vie. Certaines incohérences subsistent, comme le fait que certaines, certains professeurs mettent la note de 0 en expression orale alors que l'enfant ne maîtrise pas le langage oral.

Caroline Fafchamps propose plusieurs pistes d'améliorations :

- Créer un groupe de travail sur le handicap physique lourd avec capacité intellectuelle (HPLCI) et la pédagogie adaptée
- Donner la priorité au personnel enseignant formé
- Mener une réflexion autour du type 4
- Simplifier les démarches dans l'enseignement spécialisé, et communiquer clairement sur les possibilités de recours
- Protéger les droits des enfants en situation de handicap

Caroline Fafchamps achève sa présentation en partageant au public une interrogation de son fils :

« Pourquoi est-ce si difficile d'être élève ou étudiant quand on n'a pas de langage oral ? »

Présentation de Mucyo Mukeshimana

Mucyo Mukeshimana vient d'achever un stage au Parlement de la Fédération-Wallonie Bruxelles. Il participe à l'évènement pour témoigner de son parcours, en tant qu'élève et étudiant malvoyant.

En raison d'une naissance prématurée et d'un placement en couveuse pendant une durée trop longue ayant eu pour conséquence de lui donner trop d'oxygène, Mucyo Mukeshimana a souffert d'une décolation de la rétine et a progressivement perdu la vue en grandissant. Il a commencé à aller à l'école au Rwanda. Au moment de son passage en primaire, l'école a refusé de continuer à le compter parmi ses élèves, par peur de ne pas avoir la capacité de lui enseigner des apprentissages.

Il a d'abord été déscolarisé, puis est venu trois ans après en Belgique. Ne comprenant pas le français, il n'arrivait pas à suivre les cours dans l'école communale où il était inscrit. On lui a alors conseillé d'aller dans une école spécialisée pour malvoyants à Liège. Il a

accepté, se disant qu'il y resterait quelques années avant de retourner dans l'ordinaire. Il a réalisé sa formation primaire dans cette école. Au début, il écrivait sur du papier. Ensuite, il a utilisé des systèmes d'agrandissement. Puis, il a appris le braille.

Quelques années plus tard, il a perdu la vue au niveau de son œil droit. Comme il maîtrisait le braille, il a travaillé sur une tablette en braille. Il est passé en secondaire et a exploré différentes options comme la cuisine, la menuiserie ou encore la bureautique qu'il a fini par choisir. N'ayant pas d'ordinateur chez lui, pendant la période COVID, il a raté son année. De plus, les ordinateurs dont disposait l'école étaient relativement vieux et ne disposaient pas toujours d'internet.

Mucyo Mukeshimana s'est formé quelques années plus tard à la ligue braille. Il a rapidement appris à maîtriser certains logiciels. Il a pu faire valider ses compétences par Bruxelles formation. Comme dit en introduction, il a ensuite réalisé un stage au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

En revenant sur son parcours, Mucyo Mukeshimana partage le fait que ce qui l'a perturbé au cours de sa vie, c'est que beaucoup de personnes voulaient le protéger et tout faire à sa place. Par exemple, certains comportements de sa famille le rendaient très dépendant d'elle. À titre d'illustration, il a disposé de son premier iPhone en 2020. Avant cela, il avait des téléphones à touches et devait donc demander à quelqu'un de lui lire ses messages. Il n'avait donc pas de vie entièrement privée. L'acquisition d'un smartphone ainsi que d'un ordinateur lui ont fait gagner en autonomie, ainsi que l'apprentissage de l'usage de la canne blanche de locomotion. Ces différents éléments lui ont donné de la liberté.

Présentation de Marie Raout

Marie Raout est chargée de plaidoyer chez *inclusion asbl*. Elle est mère de trois garçons. Son fils cadet a un handicap lourd et multifactoriel. Le pronostic qui lui a été annoncé à sa naissance concluait à un retard de développement global, à une marche difficile et à une absence de développement de langage. Aujourd'hui, son fils Gustave a 12 ans. Sa famille se caractérise par une mixité très naturelle. Marie Raout explique qu'il ne faut pas laisser son enfant être défini par son handicap, quand bien même la société tend à définir une personne par son handicap toute sa vie.

Gustave a bénéficié d'un accompagnement financé par un fond privé. Trois personnes se relayent pour assurer sa semaine de classe dans l'enseignement ordinaire. Dans sa trajectoire, le mimétisme et l'envie de faire comme les autres ont constitué une motivation redoutable. Marie Raout souligne l'importance de s'intéresser à la progression

et non pas aux résultats. À l'école ordinaire, il a appris à s'asseoir et à manger en présence des autres qui lui tiennent compagnie, et non plus seul, ce qui a eu une influence sur son appétit. Sa dyspraxie s'est grandement améliorée. Il a fait d'importants progrès en termes de langage. Gustave a autorisé sa mère à partager lors de cette journée une évolution importante dans sa vie : depuis l'été dernier, il ne porte plus de linge.

Bien que non verbal Gustave comprend, depuis petit, les deux langues parlées au sein de son foyer. Sa santé s'est améliorée et il s'est mis à mieux dormir en allant à l'école ordinaire. Son école est proche de la maison, ce qui est un grand confort. En effet, le transport scolaire vers l'enseignement spécialisé est quant à lui très long. De façon générale, il a gagné davantage confiance en lui. Gustave a prouvé qu'il était capable et qu'il avait envie d'apprendre.

Sa mère Marie Raout a pu à nouveau travailler, grâce à la sécurité scolaire de Gustave. En effet, de nombreux parents ne peuvent souvent plus travailler si leur enfant n'est pas scolarisé.

Gustave a été envoyé en éclaireur pour ouvrir la voix de nouveaux projets. En parallèle de son parcours, une structure collective pour 6 enfants porteurs d'un syndrome génétique rare a vu le jour. Et ce, aux frais de leurs familles. Ce projet n'a pas reçu de soutien institutionnel. Un soutien moral aurait également été le bienvenu. Le projet individuel pilote de Gustave ne bénéficie d'aucun soutien public non plus.

Pourtant, l'inclusion d'un enfant est un droit, pas un caprice. L'argument d'un manque de moyens est souvent invoqué. Or, il existe des ressources dans le spécialisé. Investir dans l'inclusion, c'est investir pour l'avenir, le bien-être et la santé mentale. Les parents ont de l'expertise, du bon sens et du vécu, mais les familles n'ont plus l'énergie de combler les manques de l'État. Marie Raout insiste sur le fait que ni la pitié, ni les bons sentiments ne font avancer le sujet. Il s'agit d'avoir confiance dans les capacités d'une personne, et dans ce qu'elle a à nous apprendre.

Présentation de Pauline Glissen

Pauline Glissen est la directrice de l'asbl Surdimobile. Elle a lu à haute voix, et partiellement signé en Langue des Signes Francophone Belge (LSFB), le texte suivant :

« **Nous sommes le 11/12/2025.** Aujourd'hui j'ai 36 ans, dans 1 semaine précisément 37. Je suis directrice de l'ASBL Surdimobile, une association qui a pour triple but de sensibiliser à la surdité, promouvoir la LSFB (Langue des signes francophone de

Belgique) et faire de la prévention aux risques sonores. Je travaille tous les jours avec une équipe mixte constituée de collègues sourds et entendants. Tous maîtrisent la LSFB... Mais aujourd'hui, je ne suis pas là pour parler de mon travail. Je suis là pour vous raconter mon histoire.

Le 06 janvier 2025, à 12h54 exactement, je suis devenue maman d'un petit garçon rieur, en très bonne santé et qui entend fort bien.

Septembre 2021, j'obtiens, à la Haute École Commerciale de Liège, mon certificat de maîtrise en sciences de gestion et management général après 2 années de cours à horaire décalé. Ce qui impliquait un horaire en soirée et le samedi. Durant ces années, j'ai bénéficié, grâce au Service d'Accompagnement des étudiants en Situation de Handicap (ASH) de l'ULiège et du Centre Comprendre et Parler, des services d'aides à la communication en LSFB pour la 1re année et d'un interprète agréé en LSFB pour la seconde année. Heureusement, car le COVID est arrivé. Nous avons, entre autres, pour examen final, une simulation de gestion d'entreprise condensée sur 24 h. Vu les mesures en vigueur à ce moment, nous avons dû le faire en visioconférence. L'interprète a heureusement accepté d'être disponible pour interpréter les interactions de 4-5 personnes. Par chance, je n'avais pas besoin d'accompagnement pédagogique, tout mon forfait d'heures d'aides octroyé par l'AVIQ a pu être utilisé exclusivement pour de l'interprétation.

Le 15 mars 2016 est mon premier jour de travail en tant que salariée et également mon premier jour en tant que directrice. Un président et son conseil d'administration ont décidé de me faire confiance et de me donner une chance.

Le 24 février 2016 est le jour de mon premier entretien d'embauche. J'ai répondu à l'appel à candidatures pour être directrice dans une association de sensibilisation à la surdité. L'entretien est accessible en LSFB et dure plus de 3 h. N'y croyant pas du tout vu le peu, voire l'absence totale, d'expérience professionnelle, j'y vais avec la ferme intention d'en retirer quelque chose de positif, peu importe l'issue. Je sors de là en disant à ma maman, qui m'attendait dans la voiture (la pauvre, elle s'inquiétait et il faisait froid en plus), que je me suis très bien amusée. Cinq jours plus tard, je recevais un mail m'annonçant que j'avais été choisie.

Le 08 novembre 2015, je rencontre mon premier étudiant sourd en tant qu'aide pédagogique à Bruxelles (je suis Liégeoise). S'ensuivront un total de 5 étudiants de tous niveaux : promotion sociale pour devenir éducateur spécialisé ou photographe, haute école pour devenir architecte d'intérieur, universitaire en socio-anthropologie. Tous avec la même principale difficulté : la langue française. Leur première langue est la LSFB. À ma connaissance, deux sont arrivés au bout de leur parcours. L'un a dû pratiquement faire une croix sur sa vie sociale, l'autre a réussi ses études en les étalant sur 5-6 ans au lieu de 3.

Juin 2015, je suis diplômée de l'ESA Saint-Luc Liège en photographie. Durant mes trois années de bac, je n'ai bénéficié d'aucune aide pédagogique, d'aucun accompagnement pédagogique ni d'aucun(e) interprète en LSFB. Cependant, j'y ai rencontré mes amis d'aujourd'hui qui font désormais partie de ma famille. Durant ces 3 années, j'ai décidé de me faire opérer pour mettre mon 2ème implant cochléaire.

Septembre 2012, j'obtiens un master en philologie romane avec spécialisation en sciences et métiers du livre. J'ai bénéficié de l'aide du service d'accompagnement pédagogique de l'UCL. Au début de ma première année, nous sommes une quarantaine à faire appel à ce service ; à la fin de ma dernière année (5 ans plus tard), nous sommes une centaine. Maintenant, j'ignore quels sont les chiffres, mais ils sont très élevés. Je n'ai pas eu d'interprète en LSFB, la logistique, à cette époque, pour pouvoir bénéficier de ce soutien était bien trop complexe à mettre en place. Concernant ma vie sociale, j'ai eu le sentiment, pour la première fois, de vivre pleinement ma jeunesse grâce à l'ouverture d'esprit des comités estudiantins tant académiques que folkloriques (surtout folkloriques, comme peuvent en témoigner les vestiges de mes oripeaux et couvre-chefs).

Juin 2007, je sors de l'école secondaire après un cursus en latin-grec-math. Des interprètes en LSFB m'ont accompagnée de la 1ère secondaire à la 6ème. À ce moment-là, à Liège, 4-5 écoles secondaires accueillent des interprètes en LSFB. Aujourd'hui, à ma connaissance, il n'y a plus que 2 interprètes à temps plein dans 1 seule école pour 9 élèves. J'ai connu l'âge d'or. Certes, les profils et les besoins ont évolué, mais quand même... C'est également la fin de 17 années de rééducation de l'ouïe et de la parole. En 5ème, à l'âge de 16 ans, j'ai pris ma première décision d'adulte : je choisis de mettre un implant cochléaire.

Juin 2001, 6 années d'intégration partielle (le matin dans une école normale et l'après-midi, dans une école spécialisée) se terminent. J'ai vécu un enfer au niveau de l'inclusion auprès des élèves et de 2 institutrices. Heureusement, j'avais régulièrement une codeuse (Langage Parlé Complété) dans ma classe ainsi que d'autres instituteurs bien plus compréhensifs pour me donner le goût d'apprendre. Et que je ne me débrouillais pas trop mal au niveau des apprentissages. Et que j'avais une maman extraordinaire pour me soutenir.

Septembre 1995 – 1er jour dans l'enseignement ordinaire à temps partiel.

Septembre 1990 – j'ai 1 an ½, avec une dérogation cantonale, j'entre à La Petite Ecole, une école spécialisée pour enfants sourds et malentendants. La directrice du centre d'audiophonologie et de rééducation de la parole n'est pas très optimiste au vu de mon niveau de surdité.

14 juin 1990 : les médecins du CHU Liège annoncent à mes parents ma surdité. Ils leur expliquent qu'au vu de ma surdité profonde, je ne parlerai probablement jamais, je

n'aurai certainement pas d'humour (car trop abstrait) et que j'irai dans l'enseignement spécialisé toute ma vie.

18 décembre 1988 : je suis née.

Voici donc mon témoignage à rebours. En toute humilité, ma *Success Story*. *Success Story* dont je passe sous silence de nombreux épisodes plus difficiles, plus durs voire cruels. Je ne souhaite pas vous faire verser une larme ni tomber dans le pathos. Je veux vous montrer que le positif existe. Néanmoins, j'espère vous faire prendre conscience que mon histoire est loin d'être similaire à celle de l'ensemble de mes pairs. Quand je parle de "pairs", ce ne sont pas que les personnes sourdes, mais tous les non-valides, les invalides, les moins valides, les plus ou moins valides, les PMR... autrement dit toutes les personnes à besoins spécifiques. Et en parlant de personnes à besoins spécifiques, j'ai envie de dire que tous les êtres humains sont des êtres à besoins spécifiques.

J'ai eu de la chance, énormément de chance, d'avoir eu un entourage et un caractère qui m'ont insufflé une telle pugnacité dans la vie. Je tiens par ailleurs vivement à remercier toutes les personnes, tous les services et toutes les personnes qui ont permis la mise en place de ces services grâce à qui mes nombreux objectifs et rêves ont pu être atteints.

Si je vous ai présenté mon témoignage à rebours, c'est parce que mon histoire, mon passé, je le connais. Mon avenir, notre avenir, l'avenir des jeunes sourds, aujourd'hui plus que jamais incertain, instable et surtout insécurisant, est entre vos mains et c'est à vous de nous aider à en faire de nouvelles *success stories* ».

Séance de questions réponses avec la salle

Lors de la séance de questions/réponses avec la salle, les thématiques suivantes ont fait l'objet d'échanges :

- L'importance de l'investissement dans la technologie
- L'importance de la fierté identitaire d'être une personne en situation de handicap
- La sous-utilisation du droit et des démarches en justice
- Les coupes budgétaires et leurs conséquences
- La définition d'un aménagement raisonnable
- Les conséquences en cascades auxquelles peut conduire un refus d'aménagement raisonnables
- Le besoin d'avoir une perspective large sur le handicap, portée sur plusieurs législatures
- Le besoin de mener une réflexion citoyenne sur la gestion de l'argent public

- L'arrêté concernant l'aide matérielle de 2014, qui ne prévoit pas d'indexation et a pour conséquence qu'elles reviennent à 3 fois plus cher
- L'urgence de passer à l'action
- Le constat d'échec des politiques, de la société et des institutions en matière d'inclusion
- Les effets du décret portant sur les pôles territoriaux
- Le décalage entre les politiques annoncées et les moyens dédiés
- L'entre soi du milieu du handicap et l'incompréhension de certains politiques qui transparait à travers les discours
- L'importance du travail en réseau et de la convergence des luttes
- Tous les changements nécessaires ne sont pas qu'une question de budget

13h-14h30 : Expertises

Présentation de Magali Ngawa

Magali Ngawa est neuropsychologue. Elle travaille pour le Centre de Référence des Maladies Neuromusculaire, le Centre de Référence pour l'Infirmité Motrice Cérébrale ULB-VUB-ULG et à l'hôpital de la Citadelle, à Liège.

Magali Ngawa débute son intervention en dressant un constat de terrain effarant : un sentiment de retour en arrière, notamment depuis la pandémie de covid qui a engendré un grand nombre de démarches supplémentaires. Le contexte actuel est maltraitant pour les parents qui doivent sans cesse batailler pour que leurs enfants aient le droit d'apprendre.

Magali Ngawa rappelle le cadre de la commission des Nations-Unies pour les droits des personnes handicapées, qui invite notamment à :

- Élaborer un plan de transition de l'enseignement spécialisé vers un enseignement plus inclusif avec le soutien nécessaire, une formation du personnel et des méthodes pédagogiques adaptées.
- Assurer l'accès aux soins, notamment par des aménagements raisonnables, sur un pied d'égalité avec les autres et ce, également en temps de crises sanitaires ou environnementales. Le Comité demande ainsi un plan d'urgence qui tienne compte des besoins des personnes handicapées.

Magali Ngawa introduit le concept « Heureux d'apprendre », au croisement de la sphère cognitive, de la sphère psycho-affective et de l'environnement. Autrement dit, il existe un

lien neurologique entre les émotions et les apprentissages. C'est capital, mais souvent malheureusement négligé. Il est important de souligner que le stress entraîne un blocage des apprentissages.

Elle rappelle que l'objectif de l'inclusion est de réduire l'orientation vers le spécialisé, toutes les situations ne relevant pas de ce dernier. Pourtant, l'inclusion est parfois un véritable parcours du combattant pour les parents. Selon l'auteur Tremblay, la Belgique opère une véritable ségrégation. Le système n'est pas aligné avec les recommandations onusiennes. Les enseignants et enseignantes ne sont pas assez formés, et manquent de connaissances en matière de pathologies et des besoins spécifiques qui y sont liés. La dyslexie en est un exemple typique. Le bulletin reste souvent au centre des préoccupations, entraînant de la part des enseignants une peur d'être en défaut par rapport à l'inspection.

Selon le DSM-5, les troubles du neurodéveloppement sont :

- Trouble du spectre de l'autisme
- Déficit de l'attention/hyperactivité
- Troubles spécifiques des apprentissages
- Troubles moteurs
- Handicap intellectuel

D'autres éléments pourraient être pris en compte, tels : Infirmité Motrice Cérébrale + Maladies Neuromusculaires + Patho neuro (épilepsie) + Troubles métaboliques + Onco + Syndromes génétiques+ le Haut-potentiel + Primo-arrivants + Santé Mentale.

L'on note une augmentation de la prévalence de ces troubles.

Magali Ngawa analyse les limites derrière l'objectif selon lequel « Le degré différencié disparaîtra progressivement, au profit de l'accompagnement personnalisé » :

- 1^{ère} limite = l'accompagnement personnalisé
- 2^{ème} limite = la population neuroatypique

L'accès aux soins est problématique. Les services d'accompagnement sont saturés. Les parents reçoivent souvent l'information selon laquelle dans l'enseignement spécialisée, leurs enfants seront mieux pris en charge, mais un certain nombre de situations sont catastrophiques et marquées par un accompagnement individuel trop léger.

En ce qui concerne les « aménagements raisonnables », le terme « raisonnable » a tendance à desservir les demandes d'aménagements : l'on ne tient souvent pas compte de l'impact sur les enfants et les parents. Il faut passer de la question « a-t-il/elle sa

place ? » à la question « comment y parvenir ? ». En matière d'économie, une vision globale est nécessaire. Il faut du temps pour créer et construire des possibilités dans la transition vers l'âge adulte. La clé réside dans la transversalité.

Nathalie Ngawa conclut en soulignant certains besoins :

- Besoin de sensibilisation
- Besoin de rendre les informations accessibles
- Besoin de connaissance en matière de droit
- Besoin de s'autoriser et d'être autorisé
- Besoin de soutien des enseignants et enseignantes
- Besoin de temps

Elle émet deux conseils envers les décideurs et décideuses politiques :

- Pensez à l'impact sur les familles et les enfants
- Réfléchissez au respect de leurs droits fondamentaux. Plus précisément dans ce qui nous occupe aujourd'hui, au droit fondamental d'apprendre, d'être nourri et de participer à la société.

Finalement, c'est un choix de société que de lutter contre un système de pensée unique et de valoriser la diversité. La non-inclusion accentue la vulnérabilité et ne permet pas de favoriser l'autodétermination et l'ouverture des possibles. Il est important de remercier les enseignants et enseignantes créatifs et bienveillants et d'insister sur le courage des enfants et de leur parent.

Nathalie Ngawa laisse le public avec cette citation :

« Les plus vulnérables ne sont finalement pas ceux qu'on croit ».

Présentation d'Éric Willaye

Éric Willaye est professeur d'université. Il travaille au sein du service d'orthopédagogie clinique de l'Université de Mons. Il a longtemps dirigé la fondation SUSA. Sa présentation d'aujourd'hui est axée sur la notion de « transition » vers l'âge adulte. Il s'agit d'une phase importante et délicate pour les élèves à besoins spécifiques.

Selon Éric Willaye, il existe un paradoxe entre la question de l'inclusion et des handicaps sévères. Le plus gros problème à l'heure actuelle pour l'ordinaire, c'est l'existence du spécialisé. Or, toute personne a le droit à l'inclusion scolaire.

La question de la formation des enseignants et enseignantes et des pouvoirs organisateurs se pose. Les premiers n'ont aucun cours qui concerne les personnes en situation de handicap lors de leur formation. Aucune formation n'apprend à collaborer avec les familles non plus. Le sujet de la formation des parents est aussi très important : il est central de donner aux parents des ressources sur leurs droits.

La circulaire 9586 (25/08/25) précise les démarches à réaliser pour l'élaboration de Plan Individuel de Transition (PIT) pour les élèves dès l'entrée dans l'enseignement spécialisé secondaire.

Le Plan Individuel de Transition est une démarche obligatoire qui a pour objectif d'accompagner et d'aider l'élève du spécialisé à réaliser son projet personnel d'insertion dans le monde des adultes. L'emploi n'est qu'un des aspects du projet de vie, qui consiste en un partenariat entre différents intervenants. Le PIT devrait aussi exister dans l'ordinaire.

Il a pour finalité de réduire le fossé entre le monde de l'école et la vie adulte. Il s'agit d'un processus dynamique qui comprend :

- Les caractéristiques du ou de la jeune (capacités, aptitudes, compétences et attentes)
- Les demandes et exigences de la vie adulte (secteur de l'emploi, vie associative, centre d'hébergement, centre d'accueil,...)
- Un réexamen permanent du plan d'action.

La mise en place du PIT implique d'initier un véritable partenariat entre tous les acteurs et actrices :

- Des actions pédagogiques et éducatives stimulantes qui tiendront compte du niveau de développement de l'élève ainsi que de ses aptitudes, visant à tendre vers la réussite de son projet de vie future
- Les moyens qui permettront à chaque élève de réaliser ses choix de vie
- Les actions concertées (sociales, institutionnelles, économiques ...)
- Les évaluations
- Les ajustements avec le P.I.A

Il est important que l'école, en collaboration avec le CPMS, veille à :

- Inclure les valeurs familiales et culturelles,
- Respecter la maturation des familles quant aux conséquences du handicap,
- Conscientiser les familles aux difficultés pratiques qu'elles risquent de rencontrer mais aussi aux leviers possibles dans la transition et la mise en place du projet.

Éric Willaye clarifie la notion de « projet de vie » :

- Il ne s'agit pas que d'une intention informelle
- Il existe une méthodologie d'élaboration
- C'est aussi la mission d'autres services disponibles pour l'accompagnement des élèves à besoins spécifiques

Le projet de vie est composé de :

- La vie sociale et l'accès à la communauté
- La résidence, le domicile
- L'occupation
- Les besoins particuliers

Un projet de vie est semblable à un voyage. Conduire un projet de vie est un réel défi, qui peut être difficile à réaliser seul. La vision de la meilleure vie possible est la destination. Il s'agit de démarrer dans la bonne direction. L'on ne peut anticiper ni contrôler tout ce qui risque de se passer. Les mots d'ordre sont la patience et la détermination. Démarrer le plus tôt est le mieux. L'idéal est avant les dix ans de l'enfant.

Pour conclure, Éric Willaye partage ces pistes d'action :

- Une coordination des législations
- Un coordonnateur de projet indépendant, transversal et mandaté
- Un travail sur du contenu, une méthodologie, une formation pour les parents et les professionnels et professionnelles
- Une réflexion sur la transformation des PIT : doivent-ils être dépendants de l'existant ? Ou innovants ? Des initiatives plus inclusives seraient nécessaires

• **Direction de l'Emploi et de la Participation Sociale de l'AVIQ, branche handicap**

Olivier Luyckx et Valérie Trevisan travaillent au sein de la direction de l'emploi et de la participation sociale de l'Agence pour une Vie de Qualité (AVIQ). Ils rappellent les trois grandes branches de l'AVIQ :

- Santé
- Famille
- Handicap

Il existe 4 directions principales au sein de la branche handicap :

- Aide individuelle à l'intégration
- Aide en milieu de vie
- Emploi et formation
- Accueil et hébergement

La question du handicap doit se travailler de manière intersectorielle.

Les services d'aide en milieu de vie sont des services dont l'intervention se réalise dans l'ensemble des environnements que peuvent fréquenter les personnes en situation de handicap, vivant en milieu ordinaire (en société donc, à distinguer des milieux « spécialisés »), dans le cadre de leur vie quotidienne.

Ces milieux sont pluriels et sont essentiellement liés à certaines catégories d'activités :

- Travail
- Loisirs
- Scolarité
- Parentalité
- Vie affective et sexuelle
- Activités de la Vie Quotidienne
- Etc.

Les services d'accompagnement peuvent être polyvalents ou spécifiques (profil de handicap particulier). Ils sont agréés pour une ou plusieurs missions générales ou spécialisées. Des missions générales correspondant à certaines tranches d'âges.

Des missions spécialisées existent par thématique (TEVA, AC, Habitat Encadré, Après-Parent).

« Transition Ecole-Vie Active (TEVA) & Services Transition 15-24 (FSE) » est une mission d'accompagnement des personnes en situation de handicap de 14 à 25 ans dans la mise en place d'un projet personnel de vie à court, moyen ou long-terme & d'un plan de transition école-vie active adapté.

« Activité Citoyenne (AC) » est une mission d'accompagnement visant à donner l'opportunité aux personnes adultes en situation de handicap dont les capacités compromettent l'accès à l'emploi de développer et mettre en valeur leurs compétences, de maintenir leurs acquis via une tâche inclusive et utile :

- Effectuée sous la forme d'une prestation de service ou d'une production de biens
- Pour les besoins d'un tiers qui n'est pas issu du secteur à but lucratif (marchand).

En ce qui concerne la formation et l'emploi (aides à destination des personnes adultes qui ne sont plus sous obligation scolaire), il existe un appui à la formation permettant de :

- Faciliter les contacts entre les apprenants et les équipes pédagogiques
- Sensibiliser et outiller les équipes pédagogiques
- Conseiller sur les aménagements des méthodes et du matériel nécessaires au suivi de la formation

Un accompagnement pédagogique peut également être mis en place. Il peut consister à :

- Réexpliquer la matière,
- Fournir des aides spécifiques lors de cours pratiques/stages,
- Formuler des graphiques/schémas/images pour étudiants malvoyants,
- Mettre à disposition des interprètes en Langues des signes

Le soutien à l'intégration et au maintien à l'emploi via l'intervention de l'agent d'intégration professionnelle (AIP). consiste à :

- Analyser la situation du travailleur en situation de handicap dans sa globalité (poste de travail, sécurité, environnement, organisation des tâches, ...)
- Conseiller et informer les employeurs et les travailleurs sur son offre de service ainsi que celles de ses partenaires
- Soutenir le financement des mesures aux employeurs (si celles-ci s'avèrent nécessaires)

L'AIP est ainsi soutenu par des ergonomes, des services conseils, des *job coach* qui ont un rôle de soutien dans l'emploi, etc.

L'amélioration de l'employabilité peut être travaillée via un stage de découverte, un contrat d'adaptation professionnelle, une prime à l'intégration ou encore une prime aux indépendants.

L'intégration et le maintien dans le travail peut être encouragé via une prime de tutorat, un ajustement (organisationnel) des conditions de travail, un aménagement (matériel) de poste de travail, ou des entreprises de travail adapté.

Séance de questions réponses avec la salle

Lors de la séance de questions/réponses avec la salle, les thématiques suivantes ont fait l'objet d'échanges :

- Les discriminations à l'emploi, et l'importance de connaître l'existence du médiateur du service public
- Le problème du sous rapportage des discriminations vécues
- L'importance de faire des signalements à UNIA pour que celles-ci soient comptabilisées. UNIA n'entame des démarches qu'avec l'accord de la personne
- L'importance de faire attention aux attentes trop élevées qui pourraient être suscitées par certaines formations
- Le risque de développer des problématiques psychiques à force de faire face à des difficultés à décrocher un emploi
- La problématique qui consiste à « compartimenter » les personnes en les réduisant à l'une de leurs caractéristiques, quand une lecture intersectionnelle serait plus pertinente (exemple du dispositif « les jeunes à la croisée des secteurs »)
- L'importance du sujet « Femmes, handicap et emploi »
- La question des enseignants et enseignantes en situation de handicap

14h30-15h : prise de parole politique et conclusions

Valérie Glatigny, ministre de l'Éducation et de l'enseignement pour adultes

Madame la ministre Valérie Glatigny prend la parole. Elle précise que cet événement n'est pas uniquement un symbole, mais qu'il est le reflet d'un engagement complet à porter. Le handicap est l'affaire de toutes et tous.

Elle souligne l'importance des témoignages de ce matin, emprunts de courage et de détermination. Ceux-ci rappellent que derrière chaque statistique, il y a des parcours de vie et des combats menés avec dignité. Elle salue également les interventions des experts et expertes, qui conduisent à une même conclusion : l'inclusion ne se décrète pas, elle se construit collectivement.

Madame la ministre rappelle l'importance du « rien sur nous sans nous » contenu dans la convention internationale des droits des personnes handicapées. Elle dit avoir une responsabilité, en tant que ministre de l'Enseignement, dans le fait que chaque jeune développe son projet. Cela peut passer par des aménagements raisonnables adaptés, des équipes formées au sein des pôles territoriaux ou encore une collaboration étroite avec les familles.

Au-delà de l'école, c'est toute la chaîne qui doit être repensée. C'est la raison pour laquelle une collaboration étroite est nécessaire entre tous les niveaux de pouvoirs.

Elle insiste sur trois objectifs :

- 1) Promouvoir la compréhension du handicap dans toutes ses dimensions
- 2) Défendre sans relâche la dignité, les droits et le bien-être des personnes en situation de handicap
- 3) Assurer leur pleine intégration dans la vie publique

Ces objectifs ont été formulés par l'organisation des Nations-Unies il y a plusieurs décennies, et restent encore aujourd'hui une boussole.

Madame la ministre conclut ainsi : le chemin vers une société inclusive est long, mais il s'agit d'un chemin à emprunter avec détermination.

Jean-Marie Huet, président du conseil wallon des personnes en situation de handicap

Jean-Marie Huet salue la bonne collaboration entre conseils consultatifs pour proposer des événements comme celui d'aujourd'hui. Si les conseils ont des objectifs séparés au niveau des matières, ils ont un objectif commun d'inclusion et travaillent de façon ensemble. Par exemple, au sein de la plateforme des conseils consultatifs.

Selon Jean-Marie Huet, les droits sont écrits partout. Aujourd'hui, l'on veut les faire respecter. C'est là la raison d'être des conseils consultatifs des personnes en situation de handicap : faire respecter les réglementations et les bâtir. Le principe du *handistreaming* y est central.

Loïc Sauvage, président du conseil consultatif des personnes en situation de handicap en Fédération Wallonie-Bruxelles

Loïc Sauvage explique que le rôle des journées comme celle qui vient de se dérouler n'est pas forcément de trouver des solutions, mais d'en proposer.

Il est important de saluer tout ce qui existe déjà en matière d'inclusion, même si certaines réalités ne sont plus audibles, en 2025, dans un pays développé comme la Belgique.

Dans ce contexte, il pose trois constats :

- 1) L'on ne parle pas d'une petite minorité de la population qui serait en situation de handicap : 25% (chiffres *Eurostat*) de la population belge est concernée. 80% des handicaps sont des handicaps invisibles, sachant qu'un certain nombre sont sous-diagnostiqués. 80% des handicaps surviennent également au cours de la vie
- 2) Nous vivons aujourd'hui dans un système d'enseignement ségrégué, et cette ségrégation doit cesser. Il convient de préciser ici qu'il ne s'agit pas d'une critique du spécialisé. Il s'agit de souligner que la ségrégation est par essence inefficace. Aujourd'hui, l'Organisation des Nations-Unies nous dit que la Belgique doit planifier la sortie du spécialisé. L'école est l'un des premiers lieux sociabilisation. L'employeur de demain, qui aura démythifié le handicap car il aura partagé sa classe avec un enfant en situation de handicap, aura peut-être une posture différente pendant un entretien d'embauche. Il existe en effet un lien entre le système ségrégué actuel et le taux d'emploi très bas des personnes en situation de handicap
- 3) Nous devons travailler ensemble à une société plus inclusive

L'inclusion se trouve dans notre constitution, dans le droit européen, dans la convention internationale des droits des personnes handicapées.

L'inclusion coûte aussi moins cher que l'absence d'inclusion. Elle vise en partie à mieux planifier, à mieux s'organiser, pour que les personnes soient autonomes et puissent travailler. Il s'agit là d'un argument de poids dans les arbitrages budgétaires actuels. Loïc Sauvage donne l'exemple d'une réalité peu connue : des personnes sourdes ont contribué à la conquête américaine de l'espace, grâce à leurs particularités. Leur

contribution a été possible car une université bilingue en langue anglaise et en langue des signes avait formé des promotions d'étudiants et étudiantes. Aujourd'hui, l'un d'eux travaille à la NASA.

Loïc Sauvage en vient à sa conclusion : nous avons tous et toutes une part de responsabilité, à notre niveau.